

# Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

## UN ESPACE SOCIAL POUR L'EUROPE

de Luciano Bolis

Grâce à la capacité extraordinaire de nos amis français d'inventer de nouvelles formules, nous sommes passées, en trente ans, de l'Europe des *pools* (blanc, vert, etc.) à l'Europe des «espaces» (l'espace juridique, l'espace technologique, etc). Certaines insinuent qu'il s'agit d'une autre tentative de cacher le manque d'une réalité substantielle d'Europe; cette dernière n'aurait pas besoin, en effet, d'être périodiquement coupée en tranches si elle se décidait à se constituer finalement sous forme d'Etat (fédéral, bien sûr). Mais ceci est un autre discours. Jouons, cependant, nous aussi le jeu et considérons maintenant quelques aspects de ce que l'on appelle «l'espace social».

C'est depuis plusieurs années que l'on discute sur le problème du chômage. Mais comment le combattre efficacement? En Europe, il s'est multiplié par trois au cours de ces dix dernières années et il est donc normal que ce phénomène, ainsi que ses remèdes, soit étudié sans aucune fausse pudeur dans tous ses détails. Parmi ceux-ci, l'un des plus controversés est celui qui concerne la durée

du travail hebdomadaire qui a naturellement une influence directe sur la question de l'emploi.

En réalité, il ne s'agit pas d'une solution facile, car elle devrait également engendrer de nombreuses mesures, outre celle de la durée totale par semaine: par exemple, la solution du travail à temps partiel qui, dans les pays scandinaves, est déjà appliquée dans la mesure de 25%. Dans l'ensemble, on peut affirmer que ces mesures constituent un facteur important au sein de la stratégie du plein emploi, mais il est également certain qu'elles ne suffisent pas à elles seules à réabsorber le chômage, étant donné ses proportions actuelles.

Elles ne sont cependant pas justifiées uniquement en fonction du problème du plein emploi, c'est-à-dire de la création de nouveaux postes de travail, mais elles sont également liées à une modification profonde de la conception même du travail.

Permettez-moi de faire, à ce propos, trois simples observations. Une réduction modeste de la durée du travail risque d'être com-

pensée par les profits de la productivité et par la pratique des heures supplémentaires. Pour que cette réduction permette réellement la création de nouveaux emplois, elle devrait donc assumer des proportions d'une certaine importance. En outre, sa capacité d'influencer positivement le facteur «emploi» dépendra largement aussi de l'attitude des travailleurs vis-à-vis des rétributions.

Enfin, cette réduction devrait s'accompagner de mesures rigoureuses contre ce que l'on appelle le travail noir ou non déclaré, dont le volume, dans des pays tels que l'Espagne et l'Italie, peut même dépasser 20% du produit national brut.

C'est à ces problèmes qu'a été consacrée, en grande partie, la session d'avril de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe de Strasbourg. Son rapporteur - le socialiste allemand Buechner - a particulièrement insisté sur le fait que le problème de la modification des heures de travail ne peut être affronté que sur la base d'accords passés, secteur par secteur, entre les parties sociales intéressées, à condition que celles-ci soient vraiment disposées à atteindre un compromis raisonnable.

Un autre problème fondamental à situer, lui aussi, dans le contexte européen naturel, est le retour des travailleurs émigrés dans leur propre pays d'origine. Quelles sont, à ce propos, les données réelles de la situation?

La crise économique qui met en danger l'équilibre mondial et, en particulier, le chômage des pays européens d'immigration, suscitent des sentiments d'hostilité vis-à-vis des travailleurs étrangers, spécialement de la part de ceux qui ne se sont pas encore rendu compte que la main-d'oeuvre étrangère a considérablement contribué, au cours des années 60 et 70, au développement économique des pays d'immigration et que la plupart des travaux exercés par les émigrés n'étaient pas des travaux brigués par les habitants sur place qui les considéraient comme étant trop lourds ou ingrats.

Nombreux sont donc les émigrés qui se sont enracinés dans le pays où ils avaient trouvé du travail, alors que les liens avec leur pays d'origine se relâchaient et que le désir d'y retourner un jour faiblissait de plus en plus. En outre, pour la plupart de leurs enfants, nés après l'abandon de leur pays d'origine, le retour signifie déracinement et

non pas réintégration.

Néanmoins certains pays qui les ont accueillis prennent des mesures, telles que, par exemple, le versement de contributions en argent destinées à encourager les travailleurs immigrés à rentrer dans leur pays d'origine, bien que ceux-ci soient, à leur tour, frappés par un chômage encore plus dramatique, étant donné le niveau de vie généralement plus bas; sans tenir compte du fait que leurs moyens financiers, leurs structures administratives et leurs systèmes de formation professionnelle ne les mettent pas en condition d'affronter ces retours massifs non programmés de travailleurs accompagnés de leurs familles respectives.

En vertu des droits acquis grâce à leur travail, les émigrés devraient, par contre, pouvoir choisir librement de rester ou retourner, mais en tout cas, avec toutes les garanties pour leurs futures conditions de vie et de travail.

D'après un socialiste espagnol, M. Grimaldos, les pays d'immigration devraient donc renoncer à de telles mesures se révélant négatives à court terme et coopérer, par contre, avec les pays d'origine à la création de nouveaux projets de développement dans les zones d'émigration en faveur des travailleurs migrants qui désirent vraiment y retourner. Ces pays pourraient, du reste, avoir recours à l'assistance du fonds de réintégration du Conseil de l'Europe et soutenir, naturellement, les organisations de volontaires s'occupant de cette catégorie spécifique de travailleurs qui annonce, involontairement peut-être, la nouvelle Europe et le monde de demain.

Un autre problème analogue typiquement européen, et non moins important, est celui qui concerne les conditions de vie et de travail des réfugiés, récemment affronté par le démocrate-chrétien allemand, M. Boehm.

La situation de ceux qui arrivent en Europe occidentale pour y trouver refuge et, dans une moindre mesure, celle des réfugiés qui y sont déjà installés, représente un grave motif de préoccupation pour ceux qui ont à coeur la protection des droits de l'homme.

La longue attente - cinq ans en moyenne - avant que ne soit prise la décision leur attribuant la qualification de réfugié, le manque d'assistance sociale et les conditions de vie difficiles sont une conséquence de la politi-

que restrictive, ou même dissuasive, des pays habilités à concéder le droit d'asile.

Le cas le plus grave est celui des personnes qui, après avoir quitté le premier pays où elles ont trouvé hospitalité, cherchent successivement refuge dans un autre pays sans pouvoir l'obtenir. Les Anglo-Saxons appellent ces personnes, en utilisant une expression bien trouvée, «réfugiés en orbite», puisqu'elles risquent de tourner éternellement à vide.

L'origine de ces attitudes est à rechercher dans le chômage croissant et dans la crainte de l'avenir. Mais même les réfugiés reconnus conformément à la Convention de Genève de 1951 sont obligés, eux aussi, de faire face à de nombreuses difficultés pour chercher un emploi, pour réunir leur famille ou pour exercer leurs droits politiques, ou encore pour obtenir la naturalisation.

Outre le chômage, il existe un autre facteur qui détermine l'attitude restrictive des pays d'asile: c'est un sentiment de soupçon instinctif vis-à-vis des motifs qui ont conduit à demander asile. D'après la Convention précitée, celui qui demande asile doit avoir subi des «persécutions» dans son propre pays avant de pouvoir être reconnu comme réfugié. Or, il se peut qu'une demande parle de persécutions, alors que la raison réelle de l'expatriation serait plutôt le désir de travailler.

De tels abus du droit d'asile sont bien connus par ceux qui opèrent dans ce domaine et font du tort évidemment aux réfugiés qui ont réellement besoin de protection. De plus, de nombreux postulants ne reviennent plus dans leur pays d'origine dès qu'ils en ont l'opportunité et s'établissent définitivement dans le pays qui les a accueillis.

Il existe, en outre, des organisations criminelles qui, exploitant l'état de nécessité des travailleurs africains ou asiatiques en particulier, les poussent, avec de fausses promesses, à émigrer dans les pays occidentaux.

Le nombre des demandes d'asile de la part de personnes arrivées à Berlin-Ouest en avion grâce à la complicité des autorités de Berlin-Est, pour y rester ou pour passer dans d'autres pays européens, augmente constamment, ce qui a provoqué les protestations des gouvernements français et suédois et donné lieu à une série de réserves de la part du gouvernement de l'Allemagne fédérale.

Le nombre de réfugiés qui arrivent en Europe est toutefois encore modeste si l'on compare la situation actuelle avec celle qui existait immédiatement après la Seconde Guerre mondiale, ou avec celles d'autres continents. Les normes restrictives en matière d'asile ne devraient pas, de toute façon, perdre de vue l'aspect humanitaire de ce problème. C'est pour cela que les Etats ne devraient jamais oublier les articles précis de la Convention européenne des droits de l'homme. L'application de ces principes dépend, en effet, de la coopération entre les Etats qui devrait tendre à une répartition, meilleure des coûts et des responsabilités s'y rapportant.

Une meilleure harmonisation du droit d'asile et de ses procédures s'impose donc à l'Europe, si nous voulons atteindre une plus grande équité en matière de concession du droit d'asile.

Pour conclure, au-delà de ce que suggèrent déjà les textes cités, l'accord doit être recherché sur deux points fondamentaux: d'une part, mieux déterminer le concept de «premier pays d'asile», pour mettre fin à la situation tragique de ce que l'on appelle les «réfugiés en orbite»; de l'autre, réduire le temps nécessaire pour décider de l'état juridique du réfugié, durant lequel le demandeur devrait pouvoir bénéficier, ne serait-ce qu'à titre provisoire, de la qualification de réfugié si ardemment désirée, afin d'obtenir des conditions de vie acceptables du point de vue humain.

Tels sont les termes techniques principaux du problème que les gouvernements devraient affronter dès aujourd'hui. Mais il est évident que la solution définitive de ce problème, tout comme de nombreux autres, ne pourra être trouvée - et elle devra être cherchée - qu'en amont, c'est-à-dire en résolvant à la base la crise économique qui postule, à son tour, un système tout à fait différent et nouveau de faire de la politique; ce qui signifie une manière nouvelle de concevoir les rapports entre les citoyens et l'Etat, et surtout entre un Etat et l'autre, en passant du système de la simple coopération à celui de l'intégration: immédiatement au niveau européen et en un deuxième temps - espérons-le - au niveau mondial.

L.B.

# UNE EUROPE LIBRE, DEMOCRATIQUE ET REFORMATRICE (Eleutherophon)

Qui raisonne en homme libre  
raisonne bien

Rigas Fereos

*Les 10 et 11 avril dernier, s'est déroulé, à Acireale, près de Catane, le Congrès annuel de la Fédération Européenne des partis Libéraux, Démocratiques et Réformateurs. Cette fédération rassemble tous les partis qui s'engagent à réaliser, au sein des Communautés Européennes, une société d'individus libres et égaux, unis par des institutions publiques qui garantissent les droits de chacun dans le respect des autres. Il ne s'est pas agi d'un événement négligeable, tant en raison de l'importance des forces politiques présentes, que pour les décisions prises. Les partis libéraux, en effet, non seulement représentent, en terme numérique, une réalité solide - qui s'exprime dans l'un des groupes les plus importants de l'Assemblée du Parlement européen - mais constituent, aussi, la plus homogène des familles politiques supranationales, car elle continue cette tradition libérale, réformatrice et sociale qui a généré le monde moderne; elle se distingue, en cela, aussi bien des forces conservatrices, nostalgiques d'un passé archaïque, et souvent autoritaire, que du socialisme maximaliste, porteur de dangers totalitaires. Parmi les délibérations adoptées, il faut souligner non seulement la résolution sur l'objet spécifique du congrès, concernant le thème - d'une actualité indéniable - de l'individu et de l'Etat devant l'entreprise et la nouvelle industrie, mais, surtout, l'adoption d'une résolution urgente, publié ci-après, sur l'Acte Unique européen (réforme de Luxembourg). Ce vote confirme l'adhésion des partis libéraux au fédéralisme, car il les engage à se battre pour la création d'une Union Fédérale à laquelle sont attribués des pouvoirs réels en politique étrangère, de défense et monétaire et qui est dotée d'un mécanisme décisionnel efficace et d'une autorité législative exercée, conjointement, par une Assemblée du Parlement Européen, élue avec le système proportionnel, et par le Conseil. Les partis libéraux, démocratiques et réformateurs entendent, par là, s'assumer, dans toute l'Europe, la représentation politique des instances fédéralistes.*

*Il existe, certes, des problèmes, tant au niveau général qu'au niveau de chaque Etat membre, mais libéralisme est synonyme de confiance généreuse. Confiance envers les grands partis libéraux de l'Europe du Nord, afin qu'ils ne se renferment pas à l'intérieur des frontières du succès atteint: confiance dans les libéraux français, fédéralistes même devant les difficultés d'une coalition incertaine sur ce point; confiance dans les nouveaux partis libéraux réformistes espagnols et sociaux-démocratiques portugais, héritiers de la tradition libérale hispanique et lusitanienne, dans le monde entier; confiance dans la saine centralité des libéraux italiens, élément d'équilibre dans le bassin Méditerranéen; confiance dans les amis du parti libéral hellénique de Nikitas Venizelos qui rappelle, ne serait-ce que par le seul nom de son leader, le souvenir d'une Grèce européenne, libérale et justement sociale, qui ne trouve pas, aujourd'hui, de représentation car elle est écrasée entre le maximalisme socialiste le plus dangereux et un conservatisme obtus qui ose s'appeler Nouvelle Démocratie. Nous lançons, pour ces amis, un appel aux lecteurs grecs pour qu'ils soutiennent cet acte de courage libéral et européen, et pour qu'ils contribuent, ainsi, à l'affirmation, sur leur terre également, de cette tradition de liberté qui est socratique dans son origine première.*

---

---

CONGRES DE LA FEDERATION EUROPEENNE DES  
LIBERAUX DEMOCRATIQUES ET REFORMISTES

Le Congrès de la Fédération Européenne des Libéraux, Démocrates et Réformateurs, réuni à Catane:

- a) se référant à la résolution de l'Union Européenne, approuvée par le Congrès de Groningue;
  - b) se rappelant le résultat du sommet du Luxembourg et l'Acte Unique Européen signé par la suite par les Etats membres;
  - c) vue la résolution du Parlement Européen du 16.1.1986 sur l'Acte Unique;
  - d) vue la proposition de la Présidence néerlandaise de modifier le règlement interne du Conseil pour permettre le retour au vote à majorité dans son sein;
- 1) Approuve l'évaluation critique de l'Acte Unique exprimée par le Parlement Européen et juge les modifications au Traité Cee qu'il contient insuffisantes pour permettre le développement de cette Union politique dont les peuples européens ont besoin. Cet Acte confie, en effet, la politique étrangère, monétaire et de sécurité uniquement à la coopération entre les gouvernements et n'attribue pas au Parlement européen les pouvoirs législatifs et budgétaires qui sont du ressort d'une Assemblée élue au suffrage universel, tout comme il ne transforme pas la Commission en un organe exécutif européen;
  - 2) Confirme son propre soutien à l'idée d'une Union européenne dotée de pouvoirs effectifs en matière de politique étrangère, monétaire et de sécurité, au sein de laquelle le Parlement puisse exercer les pouvoirs législatifs conjointement avec le Conseil. Réaffirme ses efforts pour obtenir un système électoral uniforme pour le Parlement européen fondé sur le principe de proportionnalité et invite le comité chargé de préparer le programme pour les élections de 1989 à conserver cet objectif prioritaire au centre de ses propres travaux;
  - 3) Approuve le programme d'Action visant à réaliser un marché interne effectif d'ici à 1992, proposé par la Commission et soutenu par l'Acte Unique, mais estime que si le Conseil des Ministres ne rétablit pas le vote majoritaire, même cet objectif plus restreint sera condamné à demeurer un simple désir pieux;
  - 4) Approuve la proposition de la présidence néerlandaise visant à modifier le règlement interne du Conseil pour permettre à trois Etats membres, au moins, d'obtenir que l'on procède, sans tarder, à un vote chaque fois que le Traité prévoit l'approbation majoritaire;
  - 5) Invite les gouvernements des Etats membres à approuver sans retard cette proposition, en surmontant l'éventuelle opposition de quelques-uns des Etats membres les plus réticents, et assure l'engagement des partis membres de l'ELDR à opérer dans ce sens.

Catane, le 11 avril 1986

---

---

## Le projet «Hermès»

# L'EUROPE VERS L'ESPACE

de Heinz Berger

«Mors tue, vita mea», affirme un dicton de nos vieux pères latins. Et jamais une telle affirmation, bien qu'étant cynique, ne s'est révélée aussi juste après la tragédie du «Challenger» (28 janvier 1986). L'explosion de la fusée et la mort de sept astronautes ont engendré une suspension des essais spatiaux américains pour des motifs en partie techniques et en partie psychologiques, tout en créant, de fait, une situation favorable à la technologie européenne. A la suite de la décision américaine de suspendre les vols pendant un an au moins, toute la clientèle mondiale fait actuellement la queue devant les «guichets» de l'Agence Spatiale Européenne (Ase), la seule au monde qui dispose, en ce moment, d'un missile vecteur - l'«Ariane» en mesure de mettre en orbite des satellites pour le compte de tiers.

A la fin du mois de mars, l'un de ces missiles a envoyé en orbite «géostationnaire», à la base spatiale de Kourou (Guyane française), deux satellites: l'un américain, le «G-Star2», l'autre brésilien, le «Brasilsat S 2». Un décollage impeccable, suivi d'un positionnement en orbite précis. Et les commandes se succèdent: les satellites qui doivent être mis en orbite sont au nombre de 32, pour communications, relevés météorologiques, etc. et le volume des commissions dépasse les deux mille milliards de livres (9,3 milliards de francs).

Une perspective très prometteuse, donc.

Tout au moins dans le futur immédiat. Mais dans les milieux politiques européens, il y en a qui regardent plus loin et qui constatent que si «notre» navigation spatiale veut continuer à avoir un avenir, elle ne peut pas s'arrêter au transport de satellites pur et simple et au vecteur «Ariane 3». En conséquence, le Conseil de l'ASE a décidé de participer à longue échéance (10 à 15 ans) non seulement au programme spatial américain «Columbus», mais aussi à la construction d'un nouveau missile lanceur, l'Ariane 5. Ce Conseil a également fixé des objectifs politiques à long terme: l'autonomie spatiale de l'Europe occidentale, avec ou sans équipage humain.

Mais quant à l'autonomie, il faut faire une première considération. La phase initiale du projet de la station spatiale américaine «Columbus» se développera en collaboration avec le système du «Space Shuttle» et nombreux sont ceux qui nourrissent des doutes justifiés sur la disponibilité des Etats-Unis à accorder aux Européens le droit d'utiliser à leur propre discrétion des navettes spatiales américaines. Faute de cette «concession» de la part des Américains, l'autonomie spatiale européenne ne resterait qu'un rêve: tout transport entre la terre et «Columbus» dépendrait, en dernière analyse, de la «bienveillance» américaine, une bienveil-

lance subordonnée aux intérêts économiques et aux exigences de sécurité des Etats-Unis.

Pour résoudre, donc, le problème de l'autonomie, il faut s'adresser ailleurs. Par exemple, au projet «Hermès». Le programme de cette navette est développé par le gouvernement français d'une manière énergique, dans la conviction que les Américains n'assureront pas leur coopération. Les Français rejettent les accusations, en particulier celles des Allemands, selon lesquelles «Hermès» serait le fruit d'une technique erronée, car une imitation pure et simple d'un système américain déjà existant. D'après les experts français, la conception de base du projet «Hermès» n'est absolument pas comparable à celui du «Space Shuttle» (navette spatiale).

On ne connaît pas exactement la nature des perplexités de l'Allemagne fédérale vis-à-vis de ce qui est considéré comme l'un des éléments principaux d'une future autonomie spatiale européenne. Dans une délibération approuvée par le gouvernement fédéral, il est affirmé que Bonn a l'intention de n'accorder prochainement son soutien financier qu'à deux projets, à savoir le nouveau lanceur «Ariane 5» et le projet américain «Columbus», ceci d'un commun accord avec l'ASE. Par conséquent, le gouvernement fédéral estime qu'il est inutile d'accélérer toute décision pour participer au projet «Hermès».

La participation allemande serait, au contraire, une décision logique. Bonn se trouve au seuil d'une évolution qui présente un double aspect: si la République fédérale ne se décide pas à tenter de participer plus intensément que par le passé aux processus décisionnels, tant au niveau politico-programmatique, qu'au niveau scientifico-technologique, elle risque de se réduire au rôle de grand bailleur de fonds de l'autonomie européenne, sans pouvoir profiter directement des avantages qui en découleraient.

Il existe d'autres motifs de friction entre

la France et l'Allemagne dans ce secteur. Les accords passés par l'Allemagne avec les Etats-Unis sur la coopération de Bonn à l'IDS (Initiative pour la Défense Stratégique ou Bouclier de Défense Spatiale) a suscité, chez les Français une série de doutes sur les projets allemands futurs et, notamment «Bonn veut-elle être plus atlantique ou plus européenne?».

Et encore. Une décision négative de Bonn vis-à-vis du programme «Hermès» engendrerait une dure épreuve pour les rapports entre ces deux pays. La République fédérale risquerait, en outre, de se retrouver isolée au sein de l'ASE et de compromettre ainsi l'excellent niveau de collaboration qui a été désormais atteint au sein de cette organisation.

Par contre, un «oui» allemand ne serait pas seulement le point de départ d'un grand potentiel de collaboration et de «leadership» franco-allemande en Europe, mais il aurait aussi des effets positifs sur le plan de la politique étrangère et de la sécurité.

Entre-temps, comme le relève Walter Bajohr dans la «Rheinischer Merkur» de Bonn, le ministre fédéral de la Recherche scientifique, M. Reiseinhuber, est préoccupé pour les risques financiers difficilement évaluables que le projet «Hermès» comporterait. Les experts parlent, cependant, d'une dépense relativement modérée, tout au moins pour la phase initiale: au cours des deux premières années, une participation allemande de l'ordre de 30% coûterait 30 à 50 millions de marks environ. Il s'agit d'une somme assez peu importante tout au moins rapportée aux coûts du programme national proposé par le «Deutsche Forschung-und Versuchanstalt für Luft-und Raumfahrt» (DFVLR - Institut Allemand de Recherche et d'Expérimentation sur la Navigation Aérienne et Spatiale) qui absorberait près de 600 millions de marks par an.

H.B.

# En mémoire de TERESA MARIA MORIGLIONI DRAGAN

de Louis Armand

## LE POÈTE

La question, l'interrogation, le pourquoi des choses sont un élément constant de la poésie de Teresa Maria Dragan. Une femme qui s'est toujours posé des questions auxquelles elle n'a presque jamais trouvé de réponses. C'est ainsi que Francesco Grisi a commencé son discours lors de la soirée commémorative consacrée à la femme bien-aimée du président de la Fondation, Costantino Dragan, prématurément disparue le 19 mars de cette année. Le 13 mai se sont réunis à Rome, pour lui rendre hommage au siège de la Fondation, ses amis qui participent habituellement aux initiatives de la Fondation, de l'Université populaire romaine et de l'Académie internationale de culture, ainsi que des amis roumains et représentants du milieu artistique et culturel. Tous ont voulu la rappeler non seulement comme l'animatrice intelligente de la Fondation, dont elle était vice-présidente, mais aussi comme une femme de très grande culture (elle était, entre autres, une excellente pianiste) et, à cette occasion particulière, comme femme poète.

Francesco Grisi, secrétaire général du Syndicat libre des Ecrivains italiens, a analysé les quatre livres de poésie que Mme Dragan a écrits, en commençant par «La lueur sous le soleil» de 1969 et les suivants «Amibe ou étoile» de 1977, «Poèmes», jusqu'au plus récent «Être poète». Ces quatre livres contiennent des thèmes qui, d'une certaine manière, se suivent. Il y a des poésies du premier recueil que nous retrouvons, avec quelques variations, dans le dernier. Ce qui signifie que le poète a repensé certains thèmes, en y apportant quelques

modifications stylistiques et dans la structure métrique; mais la poésie reste fondamentalement toujours identique, ce qui fait penser que le poète a toujours souffert et suivi la même direction.

La première caractéristique qui ressort de cette lecture concerne les interrogations: le mot «pourquoi» est pratiquement présent dans chaque poésie. Ce doute n'est pas seulement «socratique», «s'expliquer le pourquoi de la vie», mais il devient aussi «hégélien», «car il arrivera quelque chose». Il y a une question sur le passé et une autre s'ouvrant sur l'avenir. Lisons ensemble: «pourquoi dois-je avoir des yeux qui voient les racines se tordre dans le ventre de la terre?». Le poète se pose des questions qui ne trouvent parfois pas de réponse. Mais les doutes sont nécessaires pour comprendre la vie et au-delà de la vie. C'est la clé de lecture de sa propre vie et de sa propre histoire. Il existe de nombreuses personnes qui vivent sans s'interroger, qui acceptent ou bien n'acceptent pas, mais qui ne s'interrogent jamais. Teresa Dragan a toujours cherché le pourquoi des choses. Parfois avec ambition, parfois avec rhétorique, parfois encore avec passion, mais il est certain qu'elle s'est constamment interrogée sur les raisons de la vie.

Et dans cette recherche interrogative, elle a abordé les grands thèmes de la vie. Chacun a ses propres grands thèmes. Dans le temps c'était le thème de la Patrie. ou bien de l'Europe. Ainsi, dans le monde de notre vie personnelle, nous nous sommes posé et nous nous posons toujours de grands thèmes. D'où la différence entre progrès et civilisa-

tion. L'homme sans l'avion, l'homme sans la bombe atomique s'est toujours posé le thème important de l'amour. Les grands thèmes vivent donc indépendamment du progrès technologique. Quels sont les grands thèmes que cette femme poète a traités? Le premier: il est incontestable que Teresa Maria Dragan avait l'intuition profonde du rapport entre la vie et la mort. Et le thème de la mort revient souvent dans ses poésies; dès le début, comme si elle avait la possibilité de toucher, avec sensibilité, ces limites éphémères qui séparent la vie de la mort. Dans quelques poésies la mort est sereine, dans d'autres dramatique; dans d'autres encore, elle est défaite. Le poète s'est donc trouvé, chaque fois, face à cet événement de la mort qui n'était pour elle ni effrayant, ni dramatique. Nous vivons dans le drame, car nous sommes restés vivants, mais pour elle qui s'en est allée, la mort n'était guère quelque chose de dramatique. Tout au moins dans ses poésies, c'est un événement qui devait se produire, qui faisait partie, presque biologiquement et psychologiquement, de la vie. Comme si la souffrance était plus pour ceux qui restent, que pour ceux qui sont partis. Mais durant sa vie, Teresa Maria Dragan a conçu la mort sans drame, avec une grande sérénité, comme cela ressort dans la lyrique intitulée justement «La mort». Ensuite, cette idée de la mort devient un paysage, comme dans la poésie «Été sarde», puis un silence qui n'est plus ni vivre, ni mourir, comme elle le dira justement dans le «Silence». L'une de ses dernières poésies est peut-être (elles ne sont pas datées) celle qui parle de la nuit, où s'accomplit un saut psychique: la mort est presque une expérience. Jour par jour, on apprend à mourir. Elle avait tout pressenti.

Un autre thème fondamental de la poésie de Teresa Maria Dragan est celui du temps. Temps dans le sens, également, de chronologie d'événements, de fait courants de tous les jours. Mais il existe aussi un autre temps, celui qui nous a appris Proust, le temps dans le sens de rythme, où le souvenir n'existe plus pour laisser la place au sentiment des choses qui se sont passées. Et alors la photo de la personne aimée ou rappelée disparaît, mais reste le sentiment. Quand on arrive à cette dimension, la poésie ne raconte plus. Carducci, lui, il raconte, car il a une vision du temps chronologique. Tout comme le ro-

manticisme de Leopardi. Quant on atteint, par contre, une dimension «proustienne» du temps en tant que sentiment «à la recherche du temps perdu», la poésie, alors, ne raconte plus. Dans le cas spécifique de cet écrivain, nous nous trouvons au-devant d'une poésie qui ne raconte pas et où le temps est donc une condition de l'existence même; en d'autres mots, le temps se libère des souvenirs, comme cela ressort dans la poésie «Le Congrès en Allemagne».

Un autre thème de la poésie de Teresa Maria Dragan est la rencontre avec l'Absolu. La prière rachète la médiocrité de la vie. Il est certain que les hommes qui prient sont toujours les plus libres. La liberté ne nous vient pas seulement de la démocratie et d'un système, mais elle nous vient aussi de l'intensité avec laquelle nous savons prier; ce qui ne signifie pas simplement réciter les prières. Or, il y a une grande pudeur dans la rencontre de Teresa Maria Dragan avec l'Absolu. L'Absolu signifie, pour cette femme poète, l'impuissance à vaincre la mort, l'impuissance qui est typique non pas de ceux qui ne comprennent pas, mais de ceux qui comprennent trop. Car il existe le désespoir de ceux qui comprennent trop, tout comme il existe l'ignorance de ceux qui ne comprennent rien. C'est probablement là le moment le plus décisif de cet écrivain, moment dont la lyrique «Je suis retournée chez Toi» est emblématique. Cette poésie, tout comme les précédentes, a été lue par Mila Vannucci.

Ada Capuana a pris la parole après Francesco Grisi. Elle a rappelé les étapes de son amitié avec Teresa Maria Dragan et de leur longue collaboration artistique et spirituelle. Sa poésie a affirmé Ada Capuana - n'est pas un message, mais un avertissement, c'est une parole de fraternité et d'amour. Teresa Maria Dragan est héritière de l'ancienne sagesse et elle veut que sa parole devienne un symbole. Elle possède l'élan lapidaire des grands poètes.

Au début de la manifestation, le Pr Mariano Baffi, pour le compte de l'Université populaire Romaine, et le Pr Giannaccari, pour le compte de l'Académie Internationale de Propagande culturelle, ont renouvelé leurs condoléances au Dr Costantino Dragan.

L.A.

# QUELLE IDEE DE L'EUROPE DOIT-ON ENSEIGNER AUX JEUNES GENERATIONS DE LA COMMUNAUTE?

## PROPOSITION CONCRETES

Au moment où l'Europe communautaire vient de passer de 10 à 12, nombreux sont ceux qui s'interrogent sur la manière de donner à cette construction un contenu concret qui dépasserait les aspects économiques ou commerciaux.

*Le Parlement Européen s'est ainsi engagé dans la définition d'une politique de l'Europe du quotidien susceptible de motiver des catégories de population plus larges, telles que les jeunes. Dans cette perspective, la formation revêt une dimension fondamentale et fait surgir une question préjudicielle: quelle identité, quelle idée de l'Europe enseignera-t-on et par quels moyens cet enseignement sera-t-il concrètement délivré aux jeunes générations de l'Europe des 12? Nous nous efforcerons de répondre à ces questions en commençant par s'interroger sur le problème lancinant de l'identité.*

Toute identité matérielle s'avère insuffisante ou trompeuse. Il est banal de constater que l'Europe, simple cap de l'Asie, ne forme pas une véritable entité géographique. Faut-il alors prendre en compte une origine indo-européenne commune, mais celle-ci conduirait à englober, dans un concept unique des peuples aussi divers que ceux d'Afrique du nord, du Levant, d'Iran et même du Nord de l'Inde. Les facteurs socio-culturels n'éclairent pas davantage. Les traditions les plus anciennes et les cultures régionales contiennent des valeurs sédimentaires, mais la reconstruction de leur inspiration initiale n'est pas toujours aisée. Quant au Christianisme, il s'affirme certes inséparable de la réalité européenne, mais son enracinement dans l'histoire, le paysage ou les moeurs, ne parvient pas à faire oublier qu'il est né hors d'Europe et ne s'est imposé que progressivement à celle-ci. Bien que formant la face la plus vénérable de l'identité européenne, le Christianisme n'en exprime pas nécessairement les ressorts les plus profonds. *En définitive, au lieu de rechercher le plus ancien ou le plus durable, attachons-nous à ce qui fut le plus grand.*

En termes de grandeur, et comme le souligne Nietzsche, toutes les cultures sont contemporaines et entrent ensemble en lice en tendant leur arc vers une cible lointaine. Dans ce contexte, la philosophie grecque n'a pas seulement dépassé tout ce qui l'avait précédée, mais elle a surtout *devancé* tout ce qui allait chronologiquement lui succéder. Pythagore, Parménide, Héraclite, 700 à 500 ans avant Jésus-Christ, restent encore aujourd'hui très en avance sur nous. Puisque nous voulons caractériser l'identité par la grandeur nous pouvons donc affirmer que *l'identité européenne est grecque avant toute autre.*

La prééminence de la pensée grecque réside dans son idéalisme philosophique. Pour les Grecs, l'intelligible des choses, de cette roche, de cette rivière, de cet astre est de même nature que celle de l'intelligence humaine qui en prend connaissance. «L'Être et le penser sont une même chose» dit Parménide et comme l'intelligence gît dans les choses, l'Être spirituel fonde sa réalité sur les choses elles-mêmes, au lieu de dépendre du cogito cartésien.

De son côté, l'homme a la faculté de connaître l'intelligible des choses (les lois scientifiques, par exemple), et de ce fait, il appartient à la même famille que l'Être spirituel, ce qui fait dire à Pythagore que «*la race des hommes est divine*». Etant de race divine, l'homme se comporte comme un interlocuteur libre et indépendant à l'égard de l'Être spirituel et non comme le serviteur ou la créature d'un Dieu incommensurablement supérieur.

Il résulte de ce rapport *une liberté de conscience qui apparaît orgueilleusement en pleine lumière* et qui exprime l'incomparable singularité de la pensée européenne. En effet, toutes les civilisations ont résolu les questions existentielles que se posent les hommes à coup de dogmes et de révélations et en proscrivant toute liberté de conscience. L'Européen est donc le seul qui ait entrepris de rechercher la vérité par lui-même, et de tendre vers sa propre divinisation. En ce sens, on peut dire que *la civilisation européenne est prométhéenne*<sup>1</sup>.

Cette liberté de conscience léguée par les Grecs, peut-on rompre impunément sa filiation avec l'idéalisme? En la privant de ses racines philosophiques ne risque-t-on pas de la voir errer comme un spectre dans le cimetière de la sous-culture contemporaine?. Ce risque existe certainement et il convient à notre avis, de maintenir la relation entre liberté de conscience et idéalisme. En effet, c'est cette union qui constitue le noyau dur de l'identité et qui génère l'Idée européenne puisque tout ce qui précède conduit à conclure que *l'Europe est plus une idée qu'un fait naturel*.

Au risque de caricaturer Hegel, on constate que *lorsque cette Idée est grande, l'Europe rayonne de toute sa puissance et qu'inversement des événements funestes s'abattent sur elle dès que l'Idée disparaît*. Il y aurait donc bien un idéalisme historique et l'Idée, telle que nous l'avons définie, comme union de la liberté et de l'idéalisme, serait ainsi le ressort du devenir européen. A dire vrai, une telle conception n'a d'ailleurs rien d'extraordinaire. En effet, l'Idée n'existe socialement que par les peuples qui y adhèrent. Lorsque les peuples adhèrent à de grandes idées, ils bâtissent des empires tandis que lorsqu'ils végètent dans les idées vulgaires, ils commettent inévitablement des choses laides ou mesquines.

L'histoire européenne peut-être divisée en trois périodes en fonction du rôle joué par l'Idée. La première commence avec Thalès, 700 avant Jésus-Christ et se termine avec la fermeture de l'école d'Athènes par Justinien en 529 après Jésus-Christ. Elle aura donc duré 1200 ans marqués par l'apogée de l'Idéalisme grec avec Socrate et Platon, la marche des cités vers l'unité puis l'édification de l'Empire Romain dont le monde Chrétien garde encore la secrète nostalgie. En revanche, la seconde période qui s'étend sur un millier d'années, du VI<sup>e</sup> siècle jusqu'aux grandes découvertes, voit l'idéalisme grec s'effacer devant les religions orientales (Christianisme, Judaïsme, Islam) qui s'imposent progressivement à l'Europe. En liaison avec cette disparition de l'Idée, l'Empire s'effondre, se disloque, se morcelle: grande peur, guerres, famines, pestes, superstitions marquent cette sombre époque. Avec la Renaissance, puis «l'Aufklärung», la troisième période commence dans la grandeur avec la reconquête, pied à pied, du terrain de la philosophie antique par Descartes et Kant, puis au XIX<sup>e</sup> siècle par Hegel, Fichte, Schelling, Hölderlin, Nietzsche etc....

Corrélativement, l'affirmation de la liberté de conscience autorise un développement rapide du progrès scientifique et technique. *L'Europe devient la première puissance mondiale*.

Pour quelles raisons cet élan s'est-il brisé? Pourquoi l'Idéalisme du XIX<sup>e</sup> siècle s'est-il effondré? Vraisemblablement parce que les peuples européens ont été minés par les philosophes et les idées de la décadence. Parce que, comme les Romains à la veille de la chute de l'Empire, ils n'ont pas été assez vigoureux pour maintenir l'Idée fondatrice. D'une certaine manière, le communisme, le nazisme, la division de l'Europe, sa vulnérabilité actuelle, nous apparaissent comme des conséquences lointaines de la disparition de l'Idéalisme au XIX<sup>e</sup> siècle. Dans ces conditions, notre tâche la plus urgente consiste à ressusciter celui-ci, mais il ne s'agit plus de promouvoir un Idéalisme grec, français, ou allemand: *il faut dorénavant fonder un Idéalisme européen enrichi par les différents apports antérieurs.*

Concrètement, cette action doit s'incarner dans l'éducation. *Les mots des langues dites mortes (Grecque et Latine) sont les germes de l'Idéalisme européen.* Il faut donc que dans chaque pays, l'apprentissage de la langue nationale fasse une large part à la compréhension des racines grecques et latines. Dès la première école, les jeunes Européens auront ainsi *un fonds linguistique commun.* Sur le plan des études historiques, artistiques, littéraires, il est souhaitable de présenter aux jeunes esprits l'image de ce qui fut incontestablement *grand.* C'est pourquoi, nous souhaitons que dans tous les pays de la Communauté, *l'histoire du monde antique soit enseignée préalablement à celle de chaque histoire nationale.* D'une part, il est naturel de commencer par enseigner aux futurs citoyens européens ce qui forme leur fonds commun, plutôt que ce qui les sépare. D'autre part, les jeunes, d'instinct, reconnaissent immédiatement le beau, le vrai et le grand. C'est pourquoi ils posent inlassablement des questions sur le monde antique, tandis qu'ils se désintéressent, à juste titre, de nos gauloiseries. *Ce qui vaut pour l'histoire doit s'appliquer aussi à la littérature.*

Telles sont les premières propositions concrètes qui peuvent être formulées dans le domaine de la formation des jeunes. *L'avenir de l'Europe réside dans la force de son idée formatrice.* Si celle-ci se met en marche nous assisterons à une nouvelle période de puissance et de rayonnement, pour le plus grand profit de l'humanité toute entière.

FONDATION POUR L'EUROPE  
6, Bld Edgar Quinet 14  
PARIS

---

1. Dire comme on l'entend parfois que l'Europe relève de la civilisation du livre est à cet égard un contresens, au moins sur le plan philosophique.

---

---

## ROCKY, UN CHIEN-HEROS

Alors que les pages des journaux italiens étaient encore occupées par la tragédie de Tchernobyle et ses graves conséquences, elles ont également reporté à la une la mort héroïque d'un jeune chien, Rocky, un berger allemand qui est mort le 19 mai à Naples, au milieu des flammes pour sauver deux petites filles.

La famille Cuomo, une veuve, sa soeur et un grand nombre d'enfants, vivait à douze dans un «*basso*» (une seule pièce au rez-de-chaussée) rue Penninata, près de S. Gennaro des pauvres, une petite église qu'il ne faut pas confondre avec celle de S. Gennaro, le somptueux dôme de Naples.

Rocky faisait partie de la famille qui l'avait recueilli dans la rue alors qu'il était encore jeune chiot. Et il en était, en un certain sens, le treizième membre. Les familles napolitaines sont généralement nombreuses et une bouche en plus ou en moins ne fait pas, à un certain point, beaucoup de différence.

D'autant plus que c'était un chien gai qui s'entendait très bien avec les enfants. Et c'est justement pour sauver l'un d'eux que Rocky est mort. Lorsque l'incendie a éclaté dans ce pauvre *basso*, à cause, peut-être, d'une fuite de gaz d'une bombonne de la cuisine, Rocky a vu sa maîtresse épouvantée, car elle ne trouvait pas, à côté d'elle, l'une de ses filles.

Tous les autres enfants s'étaient précipités dehors, mais Emilie, âgée de trois ans, n'était pas là. Le chien, qui avait pressenti le danger, a déchiré la laisse pour courir dans la pièce; en sautant au milieu des flammes, il s'est approché du petit lit où dormait Emilie, l'a renversé et a pris l'enfant par un pan de sa robe, puis, il l'a traîné dehors, sans lui faire de mal et lui a ainsi sauvé la vie.

Quand la mère vit que sa fille était sauvée, elle lança un cri de joie, mais un instant après elle hurla de désespoir: en effet, elle ne voyait pas son autre fille, Patricia, âgée de six ans, qu'elle croyait déjà être à l'abri (le reste de la famille était dehors). Elle courut donc vers sa maison où l'incendie faisait désormais rage; mais les voisins la retinrent: se jeter dans le feu signifiait mourir.

Mais Rocky n'a pas hésité: il avait compris - je dis bien compris sans guillemets - et est retourné dans le *basso* enveloppé par les flammes et la fumée. Au même moment, Giuseppina Cuomo vit à côté d'elle sa fille Patricia en larmes: la petite avait réussi à se mettre à l'abri toute seule.

Rocky, par contre, est mort étouffé par la fumée et brûlé par le feu. Lorsque les pompiers sont finalement arrivés, se frayant péniblement un chemin parmi les ruelles et le long des cent marches qui mènent à la montée Penninata à S. Gennaro des pauvres, ils l'ont retrouvé à côté du lit de Patricia.

Les gens du quartier ont enterré le petit-grand chien dans un lopin de terre près du *basso*. Beaucoup ont pleuré. La famille Cuomo, deux femmes et dix enfants, est maintenant restée sans maison, seule avec l'immense douleur pour la perte de Rocky, le treizième membre de la famille, dont le dévouement et le courage seront toujours rappelés comme une des histoires les plus touchantes de Naples.

### Bibliothèque fédéraliste

Altiero Spinelli - LE PROJET EUROPEEN

Editions «Il Mulino» 213 pages - La bibliothèque Fédéraliste est publiée sous les auspices de la «Fondation Européenne Luciano Bolis».

---

*Alors que ce numéro du «Bulletin Européen» était sous presse, nous avons appris la douloureuse nouvelle annonçant la disparition d'Altiero Spinelli, parlementaire européen, décédé à Rome le 23 mai à la suite d'une maladie incurable.*

*Altiero Spinelli avait 79 ans et en raison de son activité infatigable et enthousiaste en faveur de l'Europe, il était considéré comme l'un de ses «pères fondateurs». Nous publions cette recension de son ouvrage fondamental concernant le «Manifeste de Ventotene», dont la publication était prévue pour cette édition du Bulletin Européen, en hommage à sa mémoire.*

---

Il semble que non seulement les hommes ont leur propre destin, mais aussi les montagnes et les îles. Capri et Ischia furent, depuis toujours, un paradis terrestre. A quelques kilomètres, à peine, Ventotene a toujours été un lieu désolé et de relégation. Comme la toute proche petite île de S. Stefano. Riches de soleil, de mer, de vert, les premières; décharnées, battues par le vent ou embrasées par le soleil, les deux autres. C'est à Ventotene qu'Auguste envoya sa fille Julie pour la punir de sa vie débauchée, que Tibère exila Agrippine l'Aînée, car elle le gênait et que Néron fit assassiner sa malheureuse femme Octavie.

En 1794, l'année qui suivit la Terreur, les Bourbons firent construire, à S. Stefano, une prison qui est l'image même de la perfidie.

Le fascisme y institua la relégation. On ne peut même pas voir la mer de l'intérieur. Il n'y a pas d'eau dans cette île et il en est de même à Ventotene. Après avoir débarqué avec difficulté au petit point d'accostage situé dans le rocher, les visiteurs peuvent imaginer le chemin fatigant des condamnés qui, sous le soleil brûlant et le barillet sur les épaules, grimpaient l'escalier raide taillé dans le tuf volcanique noirâtre. Ce vieillard qui descend maintenant n'est pas un forçat (la prison étant fermée depuis 1969), mais il dit au visiteur qui monte et qui s'est arrêté pour se reposer: «Je suis resté ici pendant trente ans» et le visiteur n'a pas le courage de lui en demander la raison. Toutes les portes des quatre-vingt-dix-neuf cellules sont maintenant entr'ouvertes, sur les murs s'ouvrent les crevasses, les roncières et les épines

avancent impétueusement et un panneau met en garde contre les écroulements. La seule chose qui brille est la plaque commémorative en marbre, en souvenir d'un séjour non volontaire de Sandro Pertini.

Ventotene, par comparaison, représentait la liberté, ou presque, car cette île peut être traversée à pied en une demi-heure. On aperçoit de loin, par des journées limpides, la côte de Formia où mourut Gramsci. Maintenant, ce vieux port «romain» se remplit, en été, de yachts. Mais, maintenant encore, il n'y a guère que quelques centaines d'habitants pendant l'hiver.

C'est la saison qui rappelle le plus la période pendant laquelle Altiero Spinelli y fut relégué. Ce fut ici qu'il connut Ernesto Rossi et Eugenio Colorni. Ce fut ici qu'il eut l'intuition, avec eux, du fameux «Manifeste» qui est actuellement republié par «Il Mulino», sous le titre «Le Projet européen». Celui-ci est complété par les deux essais «Les Etats-Unis d'Europe et les diverses tendances politiques» (écrit au cours de la seconde moitié de l'année 1942) et «Politique marxiste et politique fédéraliste» (écrit en 1942-1943, après la crise qui amena Spinelli à abandonner le Pci) et qui, avec le «Manifeste» (titre original de 1941 «Pour une Europe libre et unie. Projet d'un manifeste») circulait clandestinement, au début sous la forme d'un polycopié. L'édition actuelle de «Il Mulino» reprend celle de 1944 qui, selon Spinelli, constitue le «texte authentique et précis».

Lorsqu'il l'écrivit, en 1941 à Ventotene, - avec, en partie, la collaboration d'Ernesto Rossi et d'Eugenio Colorni qui fut, par la suite, assassiné à Rome par les fascistes - l'Europe ou, pour être précis, le monde était enflammé par la guerre. Quant à eux, ils devaient rester là-bas et, ne pouvant rien faire d'autre, ils pensaient. Altiero Spinelli affirmera plus tard: «C'était comme si nous regardions la guerre du haut du poulailler». Et c'est ainsi qu'ils pensèrent à l'Europe.

Quarante-cinq ans sont passés depuis lors. Et, en ce moment, plutôt que relire les passages de ce document, il nous est peut-être plus spontané de nous demander: «Qu'est devenu ce projet? N'était-il qu'une utopie, qu'une fantaisie pensée pendant une période d'inactivité forcée dans une île presque perdue, éloignée du monde et des hommes? Dans quelle mesure s'est-il réalisé et comment? Que manque-t-il encore pour que cette idée se concrétise?».

Une chose est certaine: l'Europe existe. Même si ce n'est pas peut-être - pour ne pas dire certainement - dans la forme complète prévue par Spinelli à cause surtout, de la division que le Vieux Continent subit à Yalta.

Mais il existe quelque chose de semblable, de vivant et de vital. C'est une Europe supranationale, comme l'aurait voulue Spinelli. Pour faire l'Italie, à l'époque du Risorgimento, il fallut moins de temps et il en fut de même pour que la Prusse devienne l'Allemagne actuelle. Le processus européen est plus long et plus tourmenté. En Italie et en Allemagne, il existait déjà une unité de langue et d'histoire.

Dans l'Europe actuelle, après le drame de la guerre, il a cependant été réalisé deux «biens» auxquels Spinelli attribuait une importance fondamentale: la liberté et la démocratie. «Une Europe libre et unie - écrivait-il - est une prémisses nécessaire de la civilisation moderne, dont l'ère totalitaire représente un arrêt. La fin de cette ère remettra immédiatement en route le processus historique contre l'inégalité et les privilèges sociaux». Et il fut, en cela, un bon prophète. Bien qu'il reste encore beaucoup à faire dans ce secteur économique et social. Il ne fut malheureusement pas prophète en ce qui concerne un autre élément essentiel pour atteindre l'unité politique. «...Il faut, dès maintenant, jeter les bases d'un mouvement qui sache mobiliser toutes les forces pour faire naître un nouvel organisme qui sera la création la plus grandiose et la plus innovatrice qui ait jamais été réalisée en Europe: dans le but de construire un Etat fédéral stable, qui dispose d'une force armée européenne à la place des armées nationales, qui élimine définitivement les autarcies économiques, cheville ouvrière des régimes totalitaires, qui possède les moyens suffisants pour faire exécuter, dans chaque Etat fédéré, ses délibérations visant à maintenir l'ordre commun tout en laissant à ces mêmes Etats l'autonomie qui leur permette une articulation plastique et le développement d'une vie politique selon les caractéristiques des différents peuples».

Il existe, à ce niveau, un Parlement commun, bien qu'il ne soit pas celui qu'avait imaginé Spinelli. C'est un Parlement à souveraineté limitée, qui n'a que des pouvoirs de contrôle des bilan des Communautés et une capacité d'interrogations réduite. Il n'existe même pas l'autre élément que Spinelli, tout comme les grands pères de l'europhisme, considérait comme essentiel, c'est-à-dire l'armée européenne. Les tentatives pour créer la Ced échouèrent à cause de l'intransigeance de la France. On peut imaginer ce qu'aurait été une armée européenne. Même non intégrée, ou avec une intégration au niveau expérimental pour vérifier quel impact aurait eu, sur les jeunes de différents pays, un contact avec des jeunes d'autres nationalités. Celui-ci aurait été, peut-être, l'un des éléments catalyseurs pour la coagulation de l'esprit européen et pour la naissance d'une jeune et véritable Nation européenne nouvelle, qui puisse se situer comme une troisième force réelle entre les deux blocs mondiaux.

L'Europe n'a pas de monnaie commune, bien que l'Ecu en constitue un embryon et que, dans certains Etats, il serve pratiquement, déjà, pour une forme d'épargne.

Il manque, encore, une langue commune. Mais Spinelli ne parle pas de ce problème, ou alors il ne lui attribuait pas une importance primordiale pensant, peut-être, à la vitalité de la Confédération helvétique ou cohabitent trois langues différentes.

Tout comme il passa sur la question agricole, ou ne la traita que d'une manière anachronique (mais il faut considérer qu'à l'époque on en était encore à la civilisation paysanne et que Spinelli ne pouvait certainement pas prévoir les transformations profondes que l'économie et la société auraient subies au cours de l'après-guerre), au point qu'il écrivait « nous envisageons une réforme agricole qui, tout en donnant la terre à ceux qui la cultivent, fasse énormément augmenter le nombre des propriétaires ». Nous avons assisté, par contre, à l'exode des campagnes.

Mais ce qu'il avait écrit n'était, au fond, qu'un « manifeste » et non une « summa ».

Il reste donc actuel comme témoignage de volonté et de symbole. Comme point de départ qui situa, de plein droit, son auteur parmi les pères fondateurs de l'Europe.

Manlio Conti

## A B O N N E M E N T S

<i>Italie:</i>		<i>Pays extra-européens:</i>	
ordinaire	lires 10000	ordinaire	USAS\$ 15
de soutien	lires 30000	de soutien	USAS\$ 40
<i>Autres pays européens:</i>			
ordinaire	ff. 120	(ou contre-valeur dans une autre monnaie européenne - ou dollars)	
de soutien	ff. 250		

L'abonnement souscrit sera valable pour toute l'année 1986. Le versement pourra être effectué directement soit par chèque bancaire, soit par versement sur le C.C.P. n° 36220002 à Rome au nom du « Bulletin Européen » - Foro Traiano, 1/A Rome.

# De Bruxelles à Strasbourg

de Manlio Contri

## MAXIMUM DE SECURITE POUR LES 124 REACTEURS NUCLEAIRES DE LA CEE

3 mai - Bruxelles - M. Sergio Finzi (It.), directeur du département recherches et développements nucléaires de la Cee, estime que l'incendie de Tchernobyle est désormais éteint. Dans le réacteur de cette ville, tout comme à Three Mile Island, il y a eu - à son avis - la fusion du noyau; mais, alors qu'aux Etats-Unis l'enveloppe de protection a tenu et que la radio-activité est restée renfermée à l'intérieur, à Tchernobyle tout a explosé et les déchets se sont dispersés dans l'atmosphère. Ce qui est important de savoir maintenant c'est la quantité de combustible qui a fondu en atteignant des températures de l'ordre de 3000 degrés. Lors d'une interview au «Corriere della Sera», M. Finzi a ajouté que la Cee se situe à la première place dans le monde pour le nombre de réacteurs de puissance (c'est-à-dire, en excluant ceux pour la recherche). En effet, sur 374 installations existant dans le monde, 124 se trouvent sur le territoire de la Cee, 88 aux Usa, 45 en Urss (dont 23 du même type que celui de Tchernobyle). Il n'existe pas au sein de la Cee plus de dangers d'accidents qu'ailleurs, car les installations sont le fruit d'une technologie extrêmement avancée. Ils se basent sur des critères différents de ceux de l'Union soviétique et sont dotés de mesures de sécurité complexes. Tout d'abord, ils ont l'enveloppe externe, en ciment précontraint, renforcée par des structures en acier et réalisée de manière à pouvoir résister aux températures élevées se développant à l'intérieur en cas d'accident. Ils sont en outre munis d'un système d'évacuation de l'air prévoyant des filtres en mesure d'éliminer toutes poussières radio-actives. Enfin, ces installations sont dotées d'un dispositif pour l'inondation automatique du noyau du réacteur afin que l'éventuel incendie soit immédiatement éteint. Tous les autres systèmes de sécurité sont doublés pour éviter tout risque.

*L'incendie de  
Tchernobyle peut-  
être éteint*

*Technologie plus  
avancée en Occident*

## BLOCCAGE DES FRUITS, LEGUMES, LAIT ET VIANDES PROVENANT DES PAYS DE L'EST

6 mai - Bruxelles - A la suite du désastre de Tchernobyle et la diffusion du nuage radio-actif, la Commission exécutive de la Cee a décidé de bloquer pour une durée indéterminée les importations de légumes et fruits, de lait, viande, poisson et ovins provenant de six pays de l'Est: Union soviétique, Bulgarie, Tchécoslovaquie, Pologne, Roumanie, Hongrie.

*Manque d'informa-  
tion de Moscou*

Il s'agit de pays qui se trouvent dans un rayon de mille kilomètres de Tchernobyle. Cette mesure est considérée comme étant nécessaire en raison de l'absence d'informations sur la radio-activité présente dans les produits provenant de ces pays. Dans cette liste, l'Allemagne de l'Est n'est pas incluse, car les échanges entre les deux Allemagne rentrent dans le cadre des échanges communautaires, selon le Traité Cee. En ce qui concerne le commerce au sein de la Cee, la Commission a établi pour les produits commercialisés des seuils déterminés de radio-activité identiques pour tous les pays.

## MESURES CONTRE LA CONTAMINATION

*Limites de sécurité strictes*

7 mai - Bruxelles - la Commission exécutive de la Cee chargée de veiller sur la circulation des produits éventuellement contaminés par les isotopes radio-actifs contenus dans le nuage provenant de Tchernobyl, a adressé une recommandation à tous les Etats membres dans laquelle sont fixées des limites de sécurité très strictes. Celles-ci doivent être observées aussi bien pour les consommations internes que pour les exportations. Jusqu'au 16 mai, pour le lait, 13,5 nanocuries par litre; fruits et légumes, 9,5 nanocuries par kilo. Ces limites seront par la suite diminuées. Ces décisions ont mis l'Italie sérieusement en difficulté.

## EXPULSIONS, REPRESAILLES...

*24 Libyens expulsés de l'Italie*

8 mai - Rome - Douze Libyens et autant de citoyens provenant de différents pays nord-africains ont été invités par la police à quitter l'Italie, car ils n'étaient pas en règle avec les normes concernant le séjour des étrangers. C'est une conséquence des décisions prises par les douze ministres des Affaires étrangères de la Cee en matière de prévention du terrorisme.

9 mai - Madrid - L'Espagne a expulsé le consul général de Libye à Madrid qui semble faire partie d'un complot ourdi par des éléments d'extrême droite contre le gouvernement espagnol.

## ...ET CONTRE-REPRESAILLES

*Diplomates expulsés de la Lybie*

12 mai - Tripoli - Le gouvernement libyen a annoncé l'expulsion de 36 diplomates de pays de la Cee. Le groupe le plus nombreux 25 est constitué d'Italiens. Les autres appartiennent à l'Allemagne fédérale, France, Belgique, Pays-Bas, Danemark et Espagne. D'après le ministre italien des Affaires étrangères, la décision libyenne représente une rétorsion, prévue d'ailleurs, pour l'expulsion du personnel libyen des pays de la Cee; mais c'est aussi une manoeuvre qui anticipe la décision prise le 14 avril par les ministres des Affaires étrangères des Douze, lorsqu'ils annoncèrent une réduction de personnel au sein des représentations diplomatiques respectives.

## JUAN CARLOS DE BOURBON AU PARLEMENT EUROPEEN

*Vocation européenne de l'Espagne*

14 mai - Strasbourg - Le roi d'Espagne, Juan Carlos de Bourbon, est intervenu à une séance solennelle du Parlement Européen. Lors d'un discours, après avoir réaffirmé la confiance de l'Espagne dans la Communauté européenne, il a confirmé l'engagement pour une participation active au renforcement de l'unité européenne et a reconnu le rôle fondamental du Parlement européen dans l'évolution de la Cee. Juan Carlos s'est arrêté, également, sur les principaux problèmes à l'ordre du jour de la Communauté: chômage, défi technologique, inégalités régionales, environnement, défense du patrimoine culturel et des droits civiques, ainsi que les problèmes de la sécurité, secteur dans lequel l'Europe doit jouer un rôle déterminant, tout en contribuant activement à la détente et au désarmement. En même temps, il faudra intensifier la lutte contre le terrorisme. Le président Pflimlin avait précédemment adressé un discours de bienvenue au souverain espagnol.

## RESOLUTIONS SUR TOKYO

14 mai - Bruxelles - Le Parlement européen a approuvé cinq résolutions sur le sommet de Tokyo dans lesquelles il accueillit favorablement les accords passés en matière de terrorisme et de problèmes monétaires. Il a été cependant souligné que

*Approbation pour les accords monétaires et contre le terrorisme*

la stabilisation des changes reste subordonnée à la bonne volonté des grandes puissances. D'autre part, on aurait souhaité l'annonce de la part du Japon de mesures pour l'ouverture de son marché intérieur. Sur le plan des institutions économiques internationales, l'élargissement du groupe des cinq à l'Italie et au Canada a été accueilli positivement; il s'est cependant manifesté la préoccupation que les cinq puissent continuer à conserver un directoire. Il a été enfin déploré l'exclusion de ce groupe de la Commission exécutive Cee.

#### L'EUROPE DEMANDE UN DEDOMMAGEMENT A L'UNION SOVIETIQUE

*Quelle sera la réponse de Moscou?*

15 mai - Strasbourg - Le Parlement européen a demandé à l'Union Soviétique une «juste» indemnisation pour les dommages causés aux agriculteurs des pays de la Cee frappés par le nuage radio-actif provenant de Tchernobyle. Par crainte de la contamination, les producteurs de légumes et de lait ont dû détruire une partie de leur récolte.

#### CONDAMNATION DE L'URSS POUR LE MANQUE D'INFORMATIONS SUR LE DESASTRE DE TCHERNOBYLE

*Une conférence sur la sécurité des installations*

15 mai - Strasbourg - Une condamnation sévère à l'égard des autorités soviétiques, qui ont refusé de fournir aux Etats intéressés des renseignements immédiats sur la situation à Tchernobyle, a été formulée par le Parlement européen qui a approuvé, à ce propos, un document (présenté par les groupes démocrate-chrétien, conservateur, libéral et RDE). L'Urss est invitée, dans ce document, à fournir tous les renseignements nécessaires pour mettre sur pied des mesures de protection. La résolution adoptée avec 263 voix favorables, 30 contraires et 30 abstentions (les parlementaires européens étant 518) exprime sa solidarité aux victimes et invite la Commission à offrir des aides alimentaires, sanitaires et techniques aux pays frappés. Les Douze devront définir des normes communes pour la conception, le fonctionnement, la sécurité des centrales et pour l'éventuel déclassement des installations devenues obsolètes, ainsi que pour le transport et l'évaluation des déchets nucléaires. D'ici à la fin de cette année, il est en outre prévu une conférence sur la sécurité et la protection nucléaires.

#### POUR UN ESPACE FINANCIER HOMOGENE

22 mai - Bruxelles - Le président de la Commission exécutive, Delors, a illustré à la Presse une communication adressée au Conseil pour doter la Communauté d'un espace financier homogène. Il est prévu deux étapes: la première concerne l'interconnexion des marchés financiers nationaux, pour contribuer à améliorer le fonctionnement du Marché Commun: Les épargnants pourront ainsi diversifier leurs investissements et les entreprises pourront trouver plus facilement les capitaux nécessaires. La deuxième phase engendrera la libéralisation totale dans ce secteur et comprendra également le recours aux cartes de crédit, aux eurochèques, aux prêts hypothécaires, aux services d'assurance, aux crédits en faveur des entreprises sans aucune limitation nationale.

M. C.

MOSCOU - 9 Octobre 1944

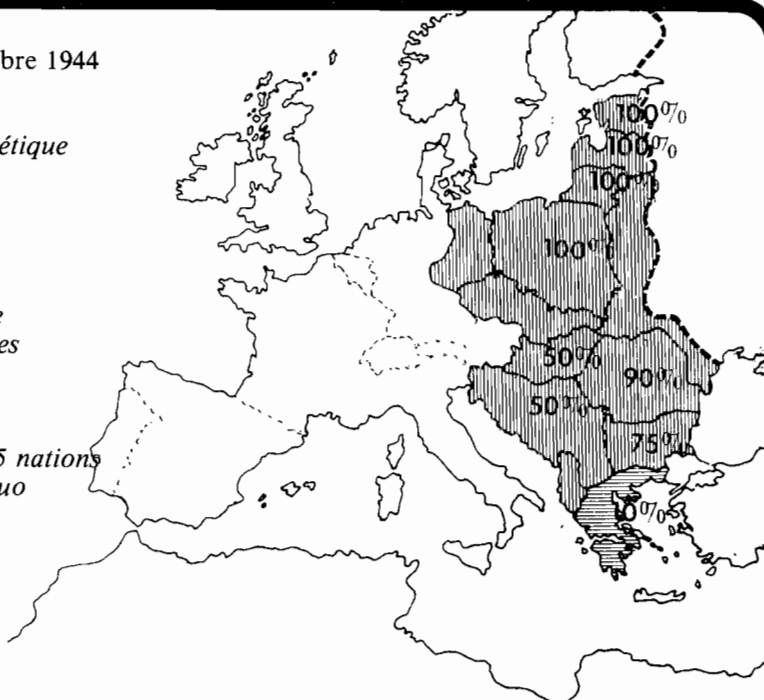
*Churchill*  
cède à l'Union soviétique  
l'Europe de l'Est

YALTA - 1945

*Confirmation du*  
partage de l'Europe  
en zones d'influences

HELSINKI - 1975

*La conférence de 35 nations*  
réconnait le statu quo  
créé à Yalta



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B».

*Bulletin Européen*

<i>Luciano Bolis</i> : Un espace social pour l'Europe	1
Une Europe libre, démocratique et réformatrice (eleutherophon)	4
<i>Heinz Berger</i> : Le projet «Hermes» - l'Europe vers l'espace	6
<i>Louis Armand</i> : En mémoire de Teresa Maria Moriglioni Dragan	8
Quelle idée de l'Europe doit-on enseigner aux jeunes générations de la Communauté ?	10
Rocky, un chien-heros	13
Livres reçus	14
<i>Manlio Contri</i> : De Bruxelles à Strasbourg	17



Associé U.S.P.I.

1986

*Bulletin Européen*

Rivista mensile - Spedizione in abbonamento postale gruppo terzo (70%)  
Edizioni Nagard Srl - Foro Traiano 1/A, Roma - Telefoni: (06) 679.77.85/678.09.48 -  
Direttore responsabile: Sabino d'Acunto - Direttore: Roberto Cestelli  
Registrazione Tribunale Roma n. 16966 del 15.10.1977  
(già n. 1861 del 15.2.1951) - «Centrostampa Nagard», Milano - Via Larga 11